



Acte certifié exécutoire

Envoyé : 28/05/2015

Réception par le préfet : 28/05/2015

Publication : 28/05/2015

Le Maire, Daniel FIDELIN

Département de la
Seine-Maritime

Arrondissement du
HAVRE

Le 26 Mai 2015

Information n° 1

Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	26
Nombre de Pouvoirs	7
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le 27 Mai 2015

L'an deux mille quinze, à dix huit heures trente par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 20 Avril 2015, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur Daniel FIDELIN, Maire.

Appel nominal :

Laurent GILLE, Valérie PAILLART, Dominique THINNES,
Corinne LEVILLAIN, Jean-Luc GONFROY, Gérard DELAHAYS,
Philippe KWIATKOWSKI, Patricia DUVAL, Pascal LEFEBVRE,
Marie-Christine BASSET, Frédéric PATROIS, Marie-Paule DESHAYES,
Sophie CAPELLE, Valérie LEDOUX, Emmanuel DELINEAU, Karine LOUISET,
Estelle FERRON, Stéphanie ONFROY, Alexandre MORA, Fabienne MALANDAIN,
Nada AFIOUNI, Jérôme DUBOST, Nordine HASSINI, Aurélien LECACHEUR,
Gilles LEBRETON.

Excusés ayant donné pouvoir :

Nicole LANGLOIS (Pouvoir à Valérie LEDOUX), Olivier LARDANS (Pouvoir à Jean-Luc GONFROY), Gilbert FOURNIER (Pouvoir à Dominique THINNES), Virginie LAMBERT (Pouvoir à Laurent GILLE), Jean-Pierre QUEMION (Pouvoir à Daniel FIDELIN), Martine LESAUVAGE (Pouvoir à Jérôme DUBOST), Pascal DUMESNIL (Pouvoir à Nada AFIOUNI).

Désignation du Secrétaire de séance :

Alexandre MORA est désigné Secrétaire de séance à l'unanimité.

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 26 MAI 2015

INFORMATION : n° 1

1-1

OBJET : Information aux Conseillers Municipaux sur l'utilisation par Monsieur le Maire de la délégation de signature accordée par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

RAPPORTEUR : Monsieur Daniel FIDELIN, Maire

Lors de notre Conseil Municipal du 14 avril 2014, vous m'avez autorisé à utiliser, selon l'article L 2122-22-4 du Nouveau Code des Collectivités Territoriales, des délégations de signature notamment à « prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget et dans la limite du montant prévu par l'article 26 du Code des Marchés Publics" (seuil modifié périodiquement en fonction du calcul réalisé par la commission européenne.).

Aussi, dans le cadre de cette délégation, j'ai l'honneur de vous informer de la signature des contrats et marchés suivants :

SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE :

1) Modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme (DE1505I1 _1M)

Suite à la consultation organisée le 30 Janvier 2015 pour procéder à la modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU), il a été décidé de confier cette mission à la société GEODEV (186 boulevard François 1^{er}, 76600 LE HAVRE) pour un montant de 8.610,00 € H.T.

Imputation budgétaire : 202-810

2) Mise en œuvre d'une démarche Agenda 21 Local France (DE1505I1 _2M)

Suite à la nécessité de recourir à un cabinet pour procéder à des études pour mettre en œuvre une démarche Agenda 21 Local France, il a été décidé de confier cette mission à la société MULTICITE / EXTRA MUROS (75 rue Léon Gambetta, 59000 LILLE) pour un montant de 42.443,76 € H.T.

Imputation budgétaire : 6228-0205

3) Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la préparation et la passation des marchés d'assurance (DE1505I1_3M)

Suite à la consultation organisée le 20 Janvier 2015 pour recruter un cabinet pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la préparation et la passation des marchés d'assurance, il a été décidé de confier cette mission au cabinet Arima Consultants Associés (10 rue du Colisée 75008 PARIS) pour un montant de 3.000,00 € H.T.

Imputation budgétaire : 6042-01

4) Démolition d'une maison et d'un appentis Rue A. Messenger (DE1505I1_4M)

Considérant la nécessité de démolir une maison et un appentis rue A. Messenger à Montivilliers, il a été organisé une consultation le 6 Février 2015 suite à laquelle, il a été décidé de confier ces travaux à la société CFB-TP (76330 PETIVILLE) pour un montant de 13.810,00 € H.T.

Imputation budgétaire : 2315-822-1085

5) Maîtrise d'œuvre pour la création d'un carrefour giratoire en accès à l'E-Caux parc d'activités d'Epaville – Avenant n° 1 (DE1505I1_5M)

La mission de maîtrise d'œuvre concernant la création d'un carrefour giratoire en accès à l'E-Caux parc d'activités d'Epaville a été confiée au cabinet INGE INFRA (7 place de l'Europe, 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR).

Suite à la nécessité de rendre définitif le forfait de rémunération sur le fondement de l'enveloppe prévisionnelle définitive des travaux au terme des études d'Avant-Projet, il a été décidé de signer un avenant n° 1 avec INGE INFRA dont le forfait passe de 22.550.00 € H.T. à 13.612,66 €H.T. L'avenant concerne donc une diminution des honoraires de 8.937,34 €H.T.

Imputation budgétaire : Budget annexe Epaville : Travaux : 011-605-90 / Frais annexes : 011-6045-90

6) Maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un éco-quartier – Avenant n° 2 (DE1505I1_6M)

La mission de maîtrise d'œuvre concernant la réalisation d'un éco quartier a été confiée à l'atelier Philippe MADEC, mandataire du groupement d'entreprises (34 boulevard Bonne Nouvelle, 75010 PARIS).

Suite à la nécessité de reprendre une partie des études et de procéder à un certain nombre d'ajustements du fait de la modification du programme, il a été décidé de signer un avenant n° 2 avec l'atelier Philippe MADEC.

Ces modifications portent sur les points suivants :

I - Etudes préalables ou pré-opérationnelles :

- reprise de la phase « concertation pendant la phase étude et de mise en œuvre sur 60 ha ».
- modification et mise à jour de l'étude d'impact sur 60 ha.
- modification et mise à jour des demandes d'autorisations (Code de l'Environnement) et notice d'incidence ».
- reprise et mise à jour du plan guide / cahier des charges / prescriptions 60 ha.
- mise à jour du dossier de création de ZAC sur 30 ha.

II - Modifications apportées sur les études de maîtrise d'œuvre :

- reprise des études d'avant-projet (AVP).
- reprise des études de projet (PRO).
- mise au point d'un permis d'aménager.

Ces modifications entraînent donc les plus-values détaillées dans le tableau ci-après :

I - Etudes préalables ou pré-opérationnelles :	+ 57.400,00
II - Etudes de maîtrise d'œuvre :	+ 50.000,00
TOTAL GLOBAL DES PLUS-VALUES	+ 107.400,00

La répercussion de ces modifications sur le marché de base est la suivante :

	MARCHE BASE / AVENANT 1	AVENANT 2	TOTAL
ETUDES PREALABLES OU PRE- OPERATIONNELLES	281 350,00	57 400,00	338 750,00
ETUDES DE MAITRISE D'ŒUVRE (dont OPC)	729.250,00	50 000,00	779 250,00
MONTANT TOTAL TRANCHE FERME	1 010 600,00	107 400,00	1 118 000,00

Imputation budgétaire : 6045-70

7) Réaménagement des services techniques municipaux (DE150511_7M)

Dans le cadre des travaux de réaménagement des services techniques municipaux, un avenant a été notifié à l'entreprise GALLI MENUISERIE, titulaire du lot n° 8 « cloisonnement, doublage, faux plafond, menuiseries intérieures ».

En effet, suite à la liquidation de l'entreprise SMPO, titulaire du lot n° 9 « métallerie, serrurerie », il a été décidé, afin de ne pas retarder le chantier, de confier la fourniture et la pose d'un garde-corps et de mains courantes en hêtre (prestation initialement confiée à l'entreprise SMPO) sur l'escalier principal lui-même en bois (prestation réalisée par l'entreprise GALLI). Cette prestation est chiffrée à + 2.227,06 €H.T., soit + 2.672,47 € T.T.C.

Le marché de l'entreprise GALLI d'un montant initial de 169.813,49 € H.T. passe à 172.040,55 €H.T., soit 206.448,66 € T.T.C., soit une variation globale de 1,312 %.

S'agissant d'une variation inférieure à 5 % du montant du marché, cet avenant n'a pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres.

Imputation budgétaire : 2313-0202-1011

Le Conseil Municipal prend acte de cette information.

Le Maire,